

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Diplomatie : le Gabon à nouveau de sécurité de l'Onu

NOTRE pays a obtenu 183 voix sur 190, au cours du vote qui a eu lieu hier au siège de l'Organisation des Nations unies (Onu), à New York aux Etats-Unis. C'était en présence du ministre des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet Boubeya, et l'ambassadeur du Gabon au niveau de l'organisation mondiale, Michel Xavier Biang.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

"Le Gabon a été élu ce jour (Ndlr : hier) membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'Onu. C'est une grande victoire diplomatique, mais également une lourde responsabilité. Le Gabon ne ménagera aucun effort pour participer à l'effort de paix, d'équilibre et de stabilité de notre monde". C'est en ces mots que le chef de l'Etat Ali Bongo Bongo Ondimba a réagi, sur son compte Twitter, à l'élection de notre pays au Conseil de sécurité de l'Onu comme membre non-permanent.

Au cours de ce scrutin qui a eu lieu hier, à New York (USA), cité qui abrite le siège des Nations unies, notre pays a obtenu 183 voix sur 190, presque un plébiscite. La diplomatie gabonaise était représentée par Pacôme Moubelet Boubeya et Michel Xavier Biang, respectivement ministre des Affaires étrangères, et ambassadeur du Gabon à l'Onu.

Cette élection intervient 10 ans après son dernier passage au sein de ce prestigieux organe de l'organisation mondiale. Ce sera la quatrième fois que Libreville siège au sein du Conseil de sécurité de l'Onu. La première fois fut de 1978 à 1979 ; puis de 1998 à 1999 ; enfin de 2010 à 2011. Ce sera donc son deuxième mandat (2022-2023) sous le magistère du président Ali Bongo Ondimba qui a déployé tant d'efforts pour parvenir à ce résultat. Aussi bien au niveau de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), à celui l'Union

africaine (UA), qu'au-delà du continent.

Il faut toutefois rappeler que les choses n'ont pas été aussi faciles que ça. D'autant plus qu'au départ, le Gabon faisait face à deux autres candidats, à savoir le Tchad et la République démocratique du Congo (RDC). Si N'Djamena a retiré sa candidature pour rallier celle de Libreville, Kinshasa ne l'a pas entendu de cette oreille. Jusqu'au bout, les autorités congolaises ont tout fait pour se maintenir dans la course, même après le choix de l'UA. En dépit de cette détermination que certaines capitales africaines commençaient à trouver très embarrassante voire gênante pour l'image de l'UA, la RDC dont le président assure d'ailleurs la présidence tournante de l'organisation continentale, a fini par entendre raison. Et c'est tant mieux pour la suite...

Il faut ajouter que ce succès du Gabon est également la conséquence de son sérieux et de son engagement lors de ses précédents passages au sein de cette instance des Nations unies. Le leadership de la diplomatie gabonaise en matière de climat et la protection de la biodiversité, pour ne citer que cela, a fait de la politique diplomatique gabonaise une référence au niveau mondial.

Rappelons par ailleurs que le Conseil de sécurité de l'Onu détient la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Composé de 15 membres disposant chacun d'une voix, cet organe des Nations unies est compétent au premier chef pour statuer sur les menaces

contre la paix et les actes d'agression. Dans certains cas, il peut imposer des sanctions, voire autoriser l'emploi de la force pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

En vertu de son rôle et de sa responsabilité dans le maintien de la paix, les membres du Conseil de sécurité sont investis d'importantes responsabilités internationales, notamment l'amplification de leur influence sur la scène mondiale. C'est lui qui est chargé d'autoriser les opérations de maintien de la paix, d'imposer des sanctions internationales et de déterminer comment le système des Nations unies et les Etats membres devraient réagir aux conflits dans le monde...

Notons que pour ce mandat, l'agenda du Gabon tournera autour de trois préoccupations essentielles. De manière ramassée, on cite : la résolution des crises et conflits en Afrique ; la prise en compte du nexus entre vulnérabilité climatique et insécurité ; la protection des civils, femmes et enfants dans les conflits armés ; et la lutte contre le trafic illicite des armes légères et de petit calibre en Afrique centrale et au Sahel.



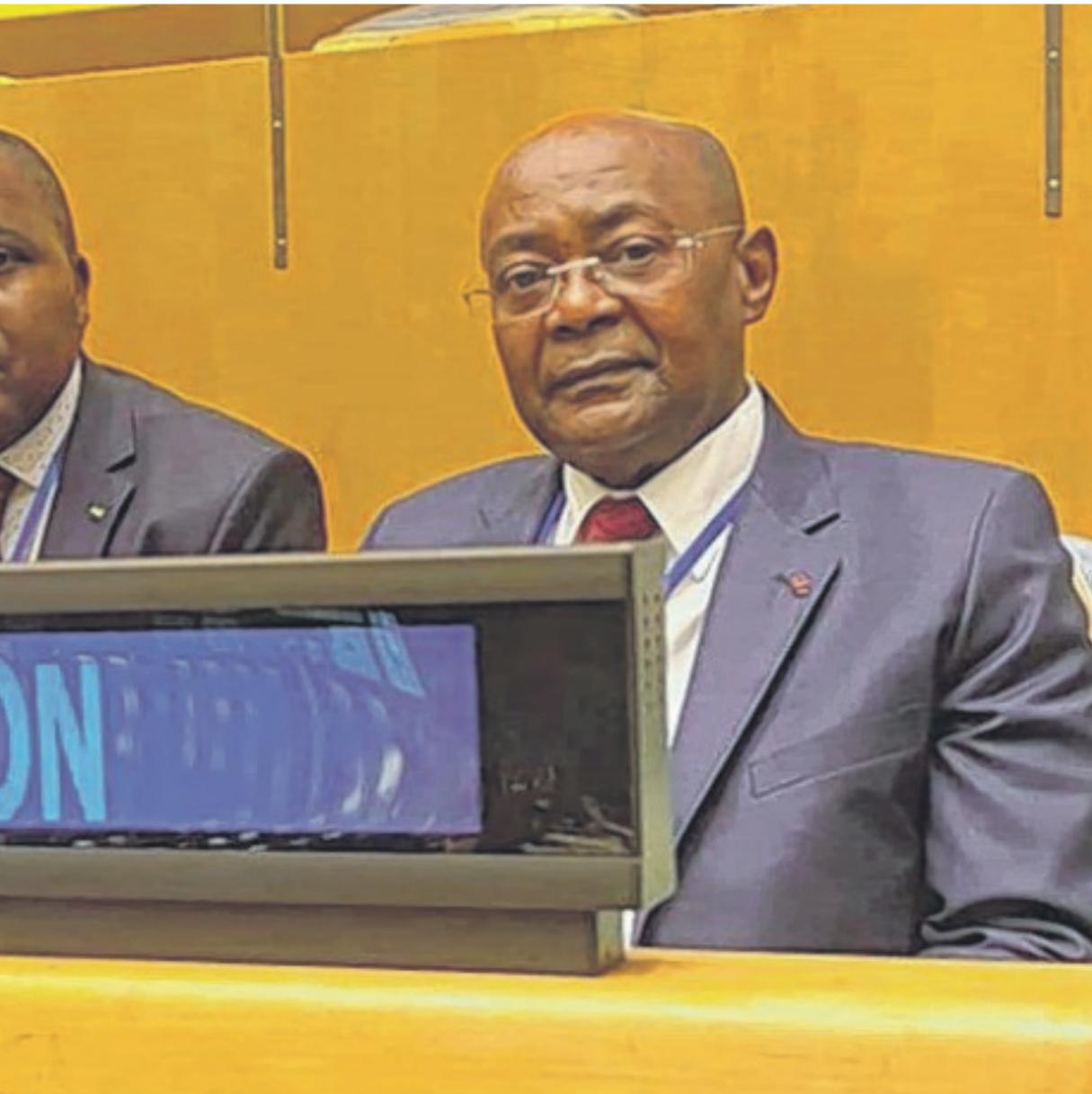
Photo : DR

Le chef de la diplomatie gabonaise, Pacôme Moubelet Boubeya (d), et



au élu au Conseil

La consécration d'une diplomatie agissante



L'ambassadeur du Gabon à l'Onu, Michel Xavier Biang, lors du vote.



J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

L'ÉLECTION du Gabon comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu) vient, à tous points de vue, couronner un mois d'une intense activité de la diplomatie gabonaise. Un dynamisme symbolisé au plus haut niveau par les échanges qu'a eu, récemment, dans la capitale britannique, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, avec la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland, le prince Charles et le Premier ministre anglais, Boris Johnson. Des rencontres qui consacraient véritablement le retour en présentiel du président de la République sur le devant de la scène diplomatique internationale. Un retour affirmé suivi par les déplacements du ministre des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet-Boubeya, à

Moscou (Russie), Paris (France) et New York (USA) où il séjourne d'ailleurs actuellement. Dans les deux capitales européennes, le chef de la diplomatie gabonaise a rencontré respectivement ses homologues russe, Sergueï Lavrov, et français Jean-Yves Le Drian. Deux rencontres qui symbolisent, d'une certaine manière, à elles toutes seules, les nouveaux grands axes de la diplomatie gabonaise arc-boutée autour de la diversification des partenariats et la consolidation des liens d'amitié avec des "partenaires traditionnels". Une diplomatie agissante en phase avec les enjeux de l'heure. Notamment la diversification de l'économie, la protection de la biodiversité, la lutte contre les changements climatiques, la promotion de l'égalité de genre, la lutte contre toute forme de criminalité, etc. Autant de domaines dans lesquels le leadership du numéro un gabonais est reconnu et salué par ses pairs.

L'agenda du Gabon...

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

La diplomatie gabonaise entend marquer d'une pierre blanche son nouveau mandat en qualité de membre non-permanent au Conseil de sécurité de l'Onu. Pour ce faire, elle compte mener à bien quatre grands chantiers. C'est pourquoi, figure dans son agenda la résolution des crises et des conflits en Afrique. Normal, les présidents gabonais (feu Omar Bongo Ondimba et son successeur) ont toujours fait de la préservation de la paix à l'échelle continentale voire mondiale une priorité. D'autant qu'en la matière, les

crises africaines ou du moins leur résolution représentent 70 % de l'agenda du Conseil de sécurité de l'Onu. C'est donc dire l'importance dudit chantier. La préservation de l'environnement chère au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, ne sera pas non plus occultée. Aussi le Gabon envisage-t-il la prise en compte du nexus entre la vulnérabilité climatique et l'insécurité. Pour les autorités gabonaises la recherche de solutions aux causes profondes de nouvelles menaces à la sécurité internationale s'impose au regard de la montée du terrorisme dans le monde. Dans la même foulée, la protection des civils, femmes et enfants

subissant quotidiennement les affres des conflits armés ne doit pas passer sous silence. Libreville estime, à juste titre d'ailleurs, que la "mise en place d'outils normatifs doit être soutenue par des approches pragmatiques d'adaptation des mandats des missions de maintien de la paix, des politiques vigoureuses de sensibilisation des États et de lutte contre l'impunité". Objectif: protéger les catégories vulnérables notamment les civils, particulièrement les femmes et les enfants. Une tâche qui ne sera possible que si et seulement si dans le même temps, le Conseil de sécurité lutte efficacement contre le trafic des armes légères



et de petit calibre, notamment en Afrique centrale et dans la région du Sahel. Un fléau menaçant la paix sur le continent.